



Assemblée générale

Distr. générale
31 juillet 2019
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante-deuxième session

9-27 septembre 2019

Point 5 de l'ordre du jour

Organismes et mécanismes de protection des droits de l'homme

Rapport annuel du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*

Présidente-Rapporteuse : Kristen Carpenter

* Il a été convenu que le présent rapport serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.

GE.19-13084 (F) 280819 300819



* 1 9 1 3 0 8 4 *

Merci de recycler



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Activités intersessions	3
III. Adoption d'études et de rapports, et propositions	4
A. Adoption d'études et de rapports	4
B. Propositions	4
IV. Organisation de la session	7
A. Participation	7
B. Ouverture de la session et adoption de l'ordre du jour	8
C. Élection du Bureau	8
V. Étude sur les peuples autochtones dans le contexte des migrations, des déplacements et du contrôle des frontières	8
VI. Réunion de coordination avec les mécanismes de l'ONU relatifs aux droits des peuples autochtones	10
VII. Activités intersessions et suite donnée aux études thématiques et aux avis	10
VIII. Activités dans les pays	11
IX. Réunion-débat sur l'accès des femmes autochtones au pouvoir	12
X. Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et étude sur la reconnaissance, la réparation et la réconciliation	13
XI. Dialogue sur la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones	15
XII. Travaux futurs du Mécanisme d'experts et prochaines études thématiques	16

I. Introduction

1. Dans sa résolution 6/36, le Conseil des droits de l'homme a mis en place le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones en tant qu'organe subsidiaire chargé d'aider le Conseil dans l'exercice de son mandat en le dotant d'une compétence thématique en matière de droits des peuples autochtones, tel que voulu par le Conseil. Dans cette résolution, le Conseil a précisé que cette compétence thématique serait essentiellement axée sur des études et des travaux de recherche, et que le Mécanisme d'experts pourrait présenter des propositions au Conseil pour examen et approbation.
2. En septembre 2016, le Conseil des droits de l'homme a adopté la résolution 33/25 modifiant le mandat du Mécanisme d'experts ; il l'a ainsi chargé de fournir des avis et des conseils techniques sur les droits des peuples autochtones tels qu'ils sont énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et d'apporter une assistance aux États Membres qui en font la demande aux fins de la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration grâce à la promotion, à la protection et à la concrétisation des droits des peuples autochtones. Les caractéristiques du nouveau mandat sont décrits dans la résolution.
3. Le Mécanisme d'experts a tenu sa douzième session à Genève du 15 au 19 juillet 2019. Le résumé des débats figurant dans les parties V à XI ci-après n'a pas pour but de rendre compte *in extenso* des échanges, mais plutôt de donner un aperçu des principaux points soulevés par les experts membres et d'autres participants. Toutes les interventions figurent dans les enregistrements de la session¹.
4. Le Mécanisme d'experts a suspendu sa séance à 15 heures le lundi 15 juillet pour permettre au Conseil des droits de l'homme de tenir un dialogue intersessions sur les moyens de renforcer la participation des représentants et des institutions des peuples autochtones aux réunions du Conseil portant sur des questions qui les concernent (conformément au paragraphe 11 de la résolution 39/13 du Conseil). Le Mécanisme d'experts a repris sa session à 17 heures le 15 juillet.

II. Activités intersessions

5. Depuis sa onzième session, tenue en juillet 2018, le Mécanisme d'experts a réalisé plusieurs activités officielles. En septembre 2018, il a eu un dialogue avec le Conseil des droits de l'homme à la trente-neuvième session de ce dernier, dans le cadre de la présentation de son étude intitulée « Consentement préalable, libre et éclairé : une approche fondée sur les droits de l'homme » (A/HRC/39/62). Le 19 septembre 2018, la Présidente du Mécanisme d'experts a animé la table ronde annuelle d'une demi-journée sur les droits des peuples autochtones, organisée par le Conseil des droits de l'homme, qui portait en particulier sur la participation des peuples autochtones à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies et de projets relevant du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En janvier 2019, le Mécanisme d'experts a participé à une réunion d'experts sur la conservation et les droits des peuples autochtones, organisée par l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies. Depuis le 1^{er} mai 2019, les coordonnateurs du Comité directeur de l'Année internationale des langues, Alexey Tsykarev et Kristen Carpenter, ont participé à différentes activités.
6. Le Mécanisme d'experts a tenu sa réunion intersessions à Chiang Mai, en Thaïlande, en novembre 2018, dont un séminaire d'experts de deux jours sur les droits des peuples autochtones dans le contexte des migrations, des déplacements et du contrôle des frontières, et une réunion de travail privée, de trois jours. Le Mécanisme d'experts sait gré à l'Université de Chiang Mai d'avoir coorganisé et accueilli le séminaire d'experts, dont le principal objectif était de recueillir des contributions de fond pour son étude sur les migrations, les déplacements et le contrôle des frontières. Le séminaire a réuni une quarantaine de participants, dont des membres du Mécanisme d'experts, des professionnels de plusieurs

¹ Disponibles à l'adresse <http://webtv.un.org>.

régions, des défenseurs des droits de l'homme des peuples autochtones, des universitaires et des membres du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

7. Le Mécanisme d'experts a participé à la dix-huitième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones. En outre, plusieurs membres du Mécanisme d'experts ont travaillé avec des organismes des Nations Unies, des mécanismes régionaux des droits de l'homme, des États Membres et des organisations de la société civile à l'échelle nationale, y compris dans le cadre d'activités liées au renforcement des capacités.

8. En vertu de son nouveau mandat, le Mécanisme d'experts a effectué une mission en Nouvelle-Zélande du 8 au 13 avril à des fins de collaboration. On trouvera davantage d'informations sur cette mission dans la partie VI.

III. Adoption d'études et de rapports, et propositions

A. Adoption d'études et de rapports

9. À sa douzième session, le Mécanisme d'experts a adopté son étude et ses conseils sur les droits des peuples autochtones dans le contexte des migrations, des déplacements et du contrôle des frontières (A/HRC/EMRIP/2019/2), conformément au paragraphe 2 a) de la résolution 33/25 du Conseil des droits de l'homme.

10. Le Mécanisme d'experts a également adopté son rapport intitulé « Action menée aux fins de la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones : reconnaissance, réparation et réconciliation » (A/HRC/EMRIP/2019/3), conformément au paragraphe 2 b) de la résolution 33/25 du Conseil des droits de l'homme.

11. Le Mécanisme d'experts est convenu que la Présidente-Rapporteuse pourrait réviser, en concertation avec les autres membres du Mécanisme, les deux documents susmentionnés à la lumière des débats de sa douzième session, et a décidé de soumettre ces documents au Conseil à sa quarante-deuxième session.

B. Propositions

Proposition 1 : Participation des peuples autochtones aux travaux du Conseil des droits de l'homme

12. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil des droits de l'homme, en consultation avec les peuples autochtones, de redoubler d'efforts pour renforcer la participation des représentants des peuples autochtones, et de leurs institutions représentatives, aux réunions du Conseil, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Cela s'appliquerait à toutes les réunions concernant les droits des peuples autochtones, en particulier le dialogue entre le Mécanisme d'experts et la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones, la table ronde annuelle d'une demi-journée sur les droits des peuples autochtones et les sessions du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel.

13. À cette fin, le Mécanisme d'experts propose au Conseil des droits de l'homme de consacrer un atelier technique aux modalités d'une participation accrue des peuples autochtones. L'atelier devrait réunir des représentants de l'ensemble des sept régions socioéconomiques autochtones et faire fond sur les résultats du dialogue intersessions tenu le 15 juillet 2019, au cours duquel de nombreux représentants autochtones ont souligné l'importance de consultations transparentes et inclusives avec les États Membres, ainsi que la nécessité d'un statut distinct qui reflète les institutions représentatives des peuples autochtones.

14. Le Mécanisme d'experts fait cette proposition sans préjudice du processus de consultation en cours dont il est question dans la résolution 71/321 de l'Assemblée générale, qui vise à renforcer la participation des représentants et des institutions des peuples autochtones aux réunions de l'ONU.

Proposition 2 : Décennie internationale des langues autochtones

15. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil des droits de l'homme d'appuyer la proposition de proclamer une décennie internationale des langues autochtones, en tenant compte des progrès, des résultats et des enseignements tirés de l'Année internationale des langues autochtones organisée en 2019, et en faisant fond sur les activités menées par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). En formulant cette proposition, le Mécanisme d'experts tient à rappeler l'importance que revêtent les langues autochtones pour les droits des peuples autochtones, la discrimination que continuent de subir les peuples autochtones qui parlent leurs langues, et la menace d'extinction qui pèse sur les langues autochtones.

16. Le Mécanisme d'experts informe le Conseil des droits de l'homme que la proposition visant à proclamer une décennie internationale des langues autochtones a également été présentée par l'Instance permanente sur les questions autochtones et par la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones, et qu'elle bénéficie de l'appui du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones, du Comité directeur international pour l'Année internationale des langues autochtones – qui comprend des représentants des peuples autochtones et des États Membres – et du HCDH.

Proposition 3 : Amélioration de la collaboration entre les États Membres et le Mécanisme d'experts et de la coordination entre les mécanismes des peuples autochtones, les organes conventionnels et le Mécanisme d'experts

17. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil des droits de l'homme d'encourager vivement les États à participer plus activement à ses travaux, et en particulier à assister aux sessions annuelles et à y participer, de manière à prendre part au dialogue, qui est un élément clef de son mandat modifié.

18. Le Mécanisme d'experts propose également au Conseil des droits de l'homme d'encourager les États à faire usage de son mandat pour fournir une assistance technique au dialogue et le faciliter, notamment afin de mettre en œuvre les recommandations relatives aux peuples autochtones issues de l'Examen périodique universel, des organes conventionnels et des procédures spéciales.

19. À cet égard, le Mécanisme d'experts propose en outre au Conseil des droits de l'homme de saluer les efforts de coordination entre les mécanismes qui s'occupent des droits des peuples autochtones et les organes conventionnels, notamment le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Comité des droits de l'homme, lesquels mettent de plus en plus à profit la Déclaration sur les droits des peuples autochtones pour éclairer leurs travaux et appliquer les instruments relatifs aux peuples autochtones.

20. Le Mécanisme d'experts propose également au Conseil des droits de l'homme de prendre acte de la création du nouveau mécanisme sur les peuples autochtones et les changements climatiques, sous les auspices de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Proposition 4 : Promotion du mandat du Mécanisme d'experts concernant la collaboration avec les pays

21. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil d'encourager les États et les peuples autochtones à collaborer de façon plus active avec le Mécanisme d'experts au titre de son mandat modifié, conformément à la résolution 33/25 du Conseil, y compris en présentant des demandes d'assistance technique et de facilitation du dialogue. Il convient aussi d'encourager les États à accueillir favorablement les demandes faites par les peuples autochtones en application des paragraphes 2 c) et e) de la résolution, et à saisir l'occasion de dialogue qu'offrent ces demandes.

22. Le Mécanisme d'experts propose en outre au Conseil des droits de l'homme de saluer les États et les peuples autochtones qui collaborent déjà avec lui au titre de son mandat

modifié et qui ont progressé sur la voie de la réalisation des objectifs de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones.

Proposition 5 : Protection des défenseurs des droits de l'homme

23. Le Mécanisme d'experts demande instamment au Conseil des droits de l'homme d'inviter les États à garantir aux défenseurs des droits de l'homme autochtones un environnement de travail sûr ainsi que leur sécurité, et à réviser les lois qui érigent en infraction les activités des défenseurs des droits de l'homme autochtones, conformément à la Déclaration sur les droits des peuples autochtones et à d'autres normes internationales. À la lumière des informations figurant dans son rapport intitulé « Dix ans de mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones : bonnes pratiques et enseignements tirés de l'expérience » (A/HRC/36/56), le Mécanisme d'experts propose au Conseil de demander aux États de veiller à ce que toutes les violations des droits de l'homme commises contre des communautés et des défenseurs des droits de l'homme autochtones, y compris des femmes autochtones, fassent l'objet d'une enquête et que les auteurs soient traduits en justice.

Proposition 6 : Représailles contre des défenseurs des droits de l'homme, des titulaires de mandat et des dirigeants autochtones

24. Conformément à la résolution 36/21, le Mécanisme d'experts invite le Conseil des droits de l'homme à examiner toutes les allégations et à condamner tous les actes de représailles commis contre des défenseurs des droits de l'homme autochtones, y compris contre des titulaires de mandat de l'ONU qui œuvrent en faveur des droits des peuples autochtones et des représentants des peuples autochtones qui assistent à ses sessions.

Proposition 7 : Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

25. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil des droits de l'homme d'inviter les États, aux fins de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et dans toutes les situations de migration, que celle-ci soit interne ou internationale, à reconnaître et à respecter les droits des peuples autochtones, que ceux-ci tiennent de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones et d'autres normes internationales. Le Mécanisme d'experts encourage les États et les organismes des Nations Unies à se référer à son étude sur les droits des peuples autochtones dans le contexte des migrations, des déplacements et du contrôle des frontières pour orienter leurs travaux en la matière.

Proposition 8 : Rapatriement international des objets sacrés et des restes humains des peuples autochtones

26. Rappelant le paragraphe 27 du document final de la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale, dite Conférence mondiale sur les peuples autochtones, les articles 11 et 12 de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones et les recommandations de l'Instance permanente sur les questions autochtones, le Mécanisme d'experts propose au Conseil des droits de l'homme d'encourager la création d'un mécanisme visant à faciliter le rapatriement international des objets sacrés et des restes humains des peuples autochtones.

Proposition 9 : Plans d'action nationaux et législation interne permettant d'atteindre les objectifs de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones

27. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil des droits de l'homme de rappeler aux États l'engagement qu'ils ont pris dans le document final de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones de coopérer avec les peuples autochtones pour élaborer et mettre en œuvre des plans d'action, des lois et d'autres mesures à l'échelle nationale afin d'atteindre les objectifs de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. À cet égard, il propose que ces plans d'action soient des instruments de mise en œuvre des recommandations faites par les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment l'Examen périodique universel, les organes conventionnels et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, et que les États envisagent de solliciter la coopération et le soutien des institutions nationales des droits de l'homme et du Mécanisme d'experts lors de l'élaboration

de ces plans d'action. S'inspirant du débat sur l'accès des femmes autochtones au pouvoir, organisé à sa douzième session, le Mécanisme propose au Conseil de saluer et d'encourager le travail des parlementaires autochtones et d'autres personnes occupant des postes de responsabilité, en particulier les femmes autochtones, à des fins de promotion de la Déclaration.

Proposition 10 : Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones

28. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil des droits de l'homme de continuer à encourager vivement les États à alimenter le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones. Il lui propose également de demander instamment aux États Membres de soutenir l'élargissement du mandat du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones afin d'aider les bénéficiaires de subventions qui présentent des initiatives efficaces visant à mettre en œuvre les recommandations des mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme ; d'encourager la participation des peuples autochtones au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme et aux initiatives de l'ONU relatives aux changements climatiques ; et de faciliter la participation des peuples autochtones aux présessions du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel.

Proposition 11 : Collaboration avec le processus d'Examen périodique universel

29. Le Mécanisme d'experts rappelle sa proposition tendant à ce que le Conseil des droits de l'homme et les États Membres continuent de s'inspirer de plus en plus de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones dans le cadre de l'Examen périodique universel. Il propose également à nouveau que lors des prochains cycles de l'Examen périodique universel, la Déclaration soit expressément incorporée dans la liste des normes servant de fondement à ce processus.

Proposition 12 : Célébration du trentième anniversaire de la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux

30. Le Mécanisme d'experts propose au Conseil des droits de l'homme de saluer le trentième anniversaire de la Convention de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux (n° 169) de l'Organisation internationale du Travail et de continuer à inviter les États qui ne l'ont pas encore fait à songer à ratifier la Convention ou à y adhérer.

IV. Organisation de la session

A. Participation

31. Le Mécanisme d'experts a tenu sa douzième session à Genève du 15 au 19 juillet 2019. Les sept membres du Mécanisme, à savoir Kristen Carpenter (États-Unis d'Amérique, Présidente-Rapporteuse), Megan Davis (Australie), Belkacem Lounes (Algérie), Edtami Mansayagan (Philippines), Rodion Sulyandziga (Fédération de Russie), Laila Susanne Vars (Norvège) et Erika M. Yamada (Brésil), ont assisté à la session.

32. Des représentants d'États, de parlements, de peuples autochtones, de programmes, d'organismes et d'institutions spécialisées des Nations Unies, d'institutions nationales et régionales des droits de l'homme, d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'établissements universitaires ont participé à la session en qualité d'observateurs.

33. Myrna Cunningham, membre du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones, la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones et la Présidente de l'Instance permanente sur les questions autochtones ont également pris part à la session.

34. En tout, 24 manifestations parallèles ont été consacrées pendant la session à un large éventail de thèmes concernant les droits des peuples autochtones. La liste complète de ces manifestations peut être consultée sur la page Web du Mécanisme².

B. Ouverture de la session et adoption de l'ordre du jour

35. Sergio Joel Rojas, de la communauté qom du Chaco, en Argentine, a chanté une chanson traditionnelle et le Chef mohawk Howard Thompson, des États-Unis d'Amérique, a prononcé une prière d'ouverture, après quoi Erika Yamada, Présidente sortante du Mécanisme d'experts, a ouvert la douzième session et a souhaité la bienvenue à la Chef du Service de l'état de droit, de l'égalité et de la non-discrimination du HCDH et au Président du Conseil des droits de l'homme. L'ordre du jour de la session a été adopté (A/HRC/EMRIP/2019/1).

36. Le Président du Conseil des droits de l'homme s'est vivement félicité de la proposition du Mécanisme d'experts concernant les activités à mener pour faciliter la participation des peuples autochtones aux travaux du Conseil. À cet égard, il a rappelé qu'à la douzième session du Mécanisme d'experts, le Conseil organiserait un dialogue intersessions sur les moyens de renforcer la participation des peuples et institutions autochtones aux réunions du Conseil portant sur des questions qui les concernent. Il a également salué la décision de l'Assemblée générale de proclamer l'année 2019 Année internationale des langues autochtones. Enfin, il a souligné que le mandat modifié du Mécanisme d'experts était un moyen de promouvoir plus efficacement le respect de la Déclaration et la coopération du Conseil avec le Mécanisme d'experts.

37. La Chef du Service de l'état de droit, de l'égalité et de la non-discrimination a mis l'accent sur les questions suivantes : la proposition visant à proclamer une décennie internationale des langues autochtones sous les auspices du système des Nations Unies, y compris de l'UNESCO et du HCDH ; l'importance du droit à la vie dans le contexte d'une vie digne pour les peuples autochtones ; et l'étude sur la reconnaissance, la réparation et la réconciliation, qui illustre à l'aide de nombreux exemples la façon dont la dignité a été respectée. Elle a évoqué le mandat par pays du Mécanisme d'experts, qui offrait une excellente occasion de mobiliser les États et les peuples autochtones pour défendre la dignité et les droits, et de résoudre les questions présentant un intérêt commun. Enfin, elle a encouragé les peuples autochtones et les États à accepter les futures missions de pays que le Mécanisme allait effectuer à des fins de collaboration, pour permettre à ce dernier de s'acquitter pleinement de son nouveau mandat et d'atteindre ses nouveaux objectifs.

C. Élection du Bureau

38. La Présidente sortante du Mécanisme d'experts, M^{me} Yamada, a invité les membres du Mécanisme à désigner un Président-Rapporteur et des Vice-Présidents pour la période 2019-2020. M^{me} Vars a confié les fonctions de Président-Rapporteur à M^{me} Carpenter et celles de Vice-Président à M^{me} Davis et M. Mansayagan. Tous trois ont été nommés par acclamation.

V. Étude sur les peuples autochtones dans le contexte des migrations, des déplacements et du contrôle des frontières

39. Au titre du point 3 de l'ordre du jour, la Présidente-Rapporteuse a indiqué que le Mécanisme d'experts attendait avec intérêt de connaître les vues des peuples autochtones, des États et des mécanismes et organismes des Nations Unies concernant le projet d'étude sur les migrations, les déplacements et le contrôle des frontières. Elle se félicitait des

² Disponible à l'adresse www.ohchr.org/EN/Issues/IPeoples/EMRIP/Pages/Session12.aspx.

recommandations des peuples autochtones et des autres parties prenantes, qu'elle considérait comme essentielles pour achever l'étude.

40. La Présidente-Rapporteuse a présenté le projet d'étude en notant que le Mécanisme d'experts avait reçu plus de 50 contributions d'organisations de peuples autochtones, d'États membres, d'établissements universitaires, d'organismes des Nations Unies et d'autres parties prenantes aux fins de l'achèvement de l'étude.

41. La Présidente-Rapporteuse a indiqué que l'étude traitait des difficultés auxquelles les peuples autochtones se heurtaient lorsqu'ils migraient, volontairement ou involontairement, et appelait l'attention sur les divers articles de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones qui préconisaient la protection des droits des peuples autochtones dans ce contexte. Les migrations volontaires faisaient depuis longtemps partie du mode de vie traditionnel de certains peuples autochtones pour des questions de moyens de subsistance et de culture. Si ces types de déplacement étaient devenus plus difficiles avec l'apparition de frontières entre les États, l'article 36 de la Déclaration reconnaissait aux peuples autochtones le droit d'entretenir et de développer, à travers les frontières, des contacts, des relations et des liens de coopération à diverses fins et invitait les États à prendre des mesures efficaces pour assurer l'application de ce droit.

42. La Présidente-Rapporteuse a souligné que l'étude mettait également en évidence les facteurs socioéconomiques qui favorisaient les flux migratoires dans d'autres circonstances, tels que des taux disproportionnés de pauvreté, la pénurie de terres et des causes structurelles comme l'inégalité et l'accès à la santé, à l'éducation et au logement. L'étude examinait aussi les différentes formes de déplacements forcés dus à la non-reconnaissance des peuples autochtones. Dans le contexte des déplacements transfrontières, la détention d'autochtones et la séparation des enfants de leurs parents posaient de gros problèmes. Les autorités de surveillance des frontières ne comprenaient souvent pas bien les peuples autochtones, ce qui pouvait susciter un sentiment de méfiance et créer des conflits entre les autorités et les migrants autochtones. En outre, l'étude soulignait la situation de vulnérabilité dans laquelle se trouvaient souvent les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes, y compris les formes multiples et croisées de discrimination auxquelles ces personnes étaient exposées dans le contexte des migrations et du contrôle des frontières.

43. Un certain nombre de participants ont mis l'accent sur les mesures de prévention visant à réduire au minimum les migrations forcées et à créer les conditions nécessaires pour permettre aux peuples autochtones de rester sur leurs terres conformément à la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, qui consacre notamment le droit de ces peuples à l'autodétermination, à la terre et à la culture. D'autres ont insisté sur la nécessité de protéger les peuples autochtones des migrations forcées dues, entre autres, à des conflits, aux changements climatiques, au développement et à des problèmes liés à la préservation de l'environnement, et d'aider ces peuples à revenir sur leur territoire ou à se réinstaller sur d'autres terres en toute sécurité.

44. Les participants ont souligné la nécessité d'adopter et de mettre en œuvre des mesures législatives qui garantissent les droits des peuples autochtones à la vie, à l'intégrité physique et mentale, à la liberté et à la sécurité à titre de mesure préventive essentielle, conformément à l'article 7 de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones et à d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme. Il était également essentiel d'assurer la reconnaissance juridique des régimes fonciers traditionnels et des systèmes de gestion des ressources des peuples autochtones et de protéger les terres, territoires et ressources de ces peuples en garantissant leur consentement préalable donné librement et en connaissance de cause, conformément aux articles 10, 28, 29 et 32 de la Déclaration. Selon les participants, il fallait aussi que les États s'abstiennent de toute intervention militaire dans les territoires autochtones et qu'ils fournissent des services sociaux et des infrastructures de base adéquats, accessibles, abordables, appropriés et adaptés aux spécificités culturelles pour améliorer le bien-être des communautés autochtones et prévenir les déplacements forcés. Plusieurs participants ont suggéré que des formations sur l'identité, la langue et la culture des peuples autochtones soient dispensées aux autorités de surveillance des frontières, en consultation avec les peuples concernés, afin de faciliter la fourniture de services de traduction, si

nécessaire, et la transmission d'objets culturels au-delà des frontières, conformément aux articles 11, 13 et 33 de la Déclaration, entre autres.

45. En outre, différents exemples de bonnes pratiques ont été fournis concernant l'efficacité des mouvements transfrontaliers et de la coopération transfrontière. Par exemple, en Arizona (États-Unis d'Amérique), la tribu Pascua Yaqui a été la première nation autochtone à élaborer et à délivrer une carte d'identité tribale améliorée en partenariat avec les autorités de l'État afin de faciliter le passage des frontières des Yaquis dont le territoire est maintenant divisé entre le Mexique et les États-Unis d'Amérique. Les Sâmes, qui vivent en Finlande, en Norvège, en Suède et en Fédération de Russie, s'emploient à promouvoir une application cohérente des règles de leur langue et développent une nouvelle terminologie appelée à être employée par-delà les frontières afin de faire progresser la réalisation de leurs droits en tant que peuple unique vivant dans quatre États. L'Australie partage une frontière maritime avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée et a signé un traité qui autorise la libre circulation entre les deux pays sans passeport ni visa, certaines conditions de forme devant tout de même être remplies. Ce traité promeut activement les droits des peuples autochtones et la participation de ces peuples à la gestion des zones frontalières communes. Les communautés vivant dans la zone protégée par le traité entretiennent des liens traditionnels.

VI. Réunion de coordination avec les mécanismes de l'ONU relatifs aux droits des peuples autochtones

46. Au titre du point 4 de l'ordre du jour, les membres du Mécanisme d'experts se sont entretenus en séance privée avec la Présidente de l'Instance permanente sur les questions autochtones, la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones et un représentant du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones. Les participants ont examiné les points suivants : les activités conjointes prévues pour la période 2019-2020, le choix et la coordination des études thématiques, la coordination des activités de collaboration avec les pays, et l'Année internationale des langues autochtones.

VII. Activités intersessions et suite donnée aux études thématiques et aux avis

47. En sa qualité de Vice-Président du Mécanisme d'experts, M. Mansayagan a expliqué que le point de l'ordre du jour relatif aux activités intersessions et à la suite donnée aux études thématiques et aux avis serait consacré à l'examen des dernières questions concernant les études thématiques précédemment confiées au Mécanisme. L'objectif de l'examen de la suite donnée aux précédentes études était de recenser les bonnes pratiques suivies dans l'application des études et avis du Mécanisme aux fins de la mise en œuvre de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones.

48. M. Mansayagan a souligné que les études et les avis du Mécanisme avaient pour objet d'aider à mieux comprendre les dispositions de la Déclaration et de proposer des mesures concrètes aux États, aux peuples autochtones, à la société civile, aux organisations internationales, aux institutions nationales des droits de l'homme et à d'autres entités en vue de faire progresser sa mise en œuvre. Il a exprimé l'espoir que les études du Mécanisme deviennent des documents qui soient utilisés quotidiennement par les parties prenantes dans les activités de sensibilisation qu'elles mènent afin de protéger et de promouvoir les droits des peuples autochtones.

49. Des représentants d'États, des peuples autochtones et d'autres participants ont fait des observations sur les études précédemment réalisées par le Mécanisme d'experts, en particulier l'étude de suivi sur l'accès à la justice (A/HRC/27/65) et l'étude sur le consentement préalable, libre et éclairé (A/HRC/39/62). En ce qui concerne la première étude, les participants ont évoqué l'incrimination croissante des personnes handicapées autochtones, le risque disproportionné que ces personnes subissent toutes formes de violence et la discrimination dont elles étaient fréquemment victimes. En ce qui concerne la seconde, il a été souligné que le consentement préalable, libre et éclairé était une manifestation du droit

des peuples autochtones de décider eux-mêmes de leurs priorités sur les plans politique, social, économique et culturel. Le consentement préalable, libre et éclairé a également été interprété dans le contexte de la dignité inhérente à ces peuples, y compris aux peuples vivant en isolement volontaire.

VIII. Activités dans les pays

50. Au titre du point 6 de l'ordre du jour, M^{me} Vars, membre du Mécanisme d'experts, a présenté les aspects du mandat modifié du Mécanisme relatifs aux activités dans les pays : le Mécanisme était désormais chargé d'aider les États et les peuples autochtones à atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration sur les peuples autochtones, notamment en fournissant des conseils techniques et en facilitant le dialogue lorsque les États Membres et les peuples autochtones en faisaient la demande. Le Mécanisme pourrait également aider les États à mettre en œuvre les recommandations relatives aux droits fondamentaux des peuples autochtones formulées par d'autres mécanismes des droits de l'homme et fournir une analyse plus détaillée de l'application pratique de ces recommandations. Des représentants d'États et de peuples autochtones qui avaient récemment participé à des activités de collaboration ont pris la parole.

51. Des représentants de la Nouvelle-Zélande et des Maoris ont participé à l'examen du point 6 de l'ordre du jour. Le Mécanisme d'experts a effectué une mission en Nouvelle-Zélande du 8 au 13 avril 2019 en réponse à une demande formulée par le Mécanisme de suivi indépendant Aotearoa au nom de l'Instance nationale des chefs iwi et de la Commission néo-zélandaise des droits de l'homme. Deux membres du Mécanisme, M^{me} Vars (Vice-Présidente et Chef de mission) et M. Mansayagan, ainsi que des membres du secrétariat du HCDH ont participé à la mission. Conformément aux méthodes de travail du Mécanisme, le mandat a été élaboré en consultation avec les parties avant la mission. L'objectif convenu par les deux parties était de fournir des conseils sur l'élaboration d'un plan d'action national pour la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration sur les droits des peuples autochtones en Nouvelle-Zélande, en accordant une attention particulière à la participation des Maoris à la planification, l'élaboration et l'application du plan d'action. À l'issue de la mission, le Mécanisme d'experts a adressé une note consultative écrite aux parties. Cette note, qui était un compte rendu public de la mission, a été publiée sur la page Web consacrée à la douzième session du Mécanisme d'experts. S'exprimant au sujet du point 6 de l'ordre du jour, les représentants de la Nouvelle-Zélande et des Maoris se sont félicités de la collaboration fructueuse avec le Mécanisme d'experts et de la note consultative qui les aiderait lors de l'élaboration d'un plan d'action.

52. Des représentants de la Finlande et du Parlement sâme ont également participé à l'examen du point 6 de l'ordre du jour comme suite à la mission effectuée en Finlande en 2018 par le Mécanisme d'experts. L'objectif de cette mission avait été de faciliter le dialogue entre le Gouvernement finlandais et le Parlement sâme et de donner des conseils sur la révision de la loi relative au Parlement sâme. Les négociations sur la révision de cette loi, qui étaient en cours, seraient influencées par les décisions prises cette année par le Comité des droits de l'homme, qui avait conclu que la Finlande avait violé, entre autres, le droit des Sâmes à la participation politique dans le contexte de leur droit à l'autodétermination (voir, par exemple, CCPR/C/124/D/2668/2015).

53. Des membres du Mécanisme ont également évoqué la mission récemment effectuée à Mexico concernant l'intégration de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones dans la nouvelle Constitution.

54. Des participants ayant demandé des conseils sur la manière d'améliorer la réalisation des droits des peuples autochtones, plusieurs intervenants ont fait valoir qu'il fallait maintenir un dialogue ouvert et inclusif entre les États et les peuples autochtones. Les représentants autochtones des peuples yaquis des États-Unis et du Mexique et du Parlement sâme de Suède se sont félicités du projet de collaboration qui pourrait être organisé concernant le rapatriement d'un objet sacré. Les experts ont ensuite salué le nombre élevé de demandes de collaboration potentielle avec les pays qui avaient été présentées par des participants et conseillé à ceux-ci de les formuler par écrit.

55. Les demandes reçues jusqu'alors par le Mécanisme d'experts portaient sur un large éventail de questions, parmi lesquelles la mise en œuvre des recommandations issues de l'Examen périodique universel, le rapatriement de biens spirituels, les questions relatives à la protection des enfants, la préservation de l'environnement et l'élaboration et l'application de textes législatifs relatifs aux droits des peuples autochtones. Chacune de ces demandes, bien que sur un sujet différent, indiquait que les visites effectuées par le Mécanisme d'experts dans les pays et l'appui technique fourni par celui-ci pourraient contribuer à la création de nouvelles relations entre les États et les peuples autochtones et à l'amélioration des relations existantes, sur la base du respect mutuel.

IX. Réunion-débat sur l'accès des femmes autochtones au pouvoir

56. Inspiré par l'élection récente de femmes autochtones à des fonctions publiques dans plusieurs régions du monde, le Mécanisme d'experts a décidé d'organiser une réunion-débat sur le thème de l'accès des femmes autochtones au pouvoir. Y ont participé des femmes autochtones issues de différentes régions socioculturelles autochtones qui sont ou ont été membres d'un parlement ou d'un gouvernement³.

57. Les objectifs étaient les suivants :

- a) Étudier ce qui pousse les femmes autochtones à poursuivre une carrière dans la politique (description de leur parcours pour arriver au pouvoir) ;
- b) Permettre à des femmes autochtones de faire part de leur expérience dans leurs fonctions actuelles et de décrire ce que cela signifie pour elles d'être membre d'un gouvernement ou d'un parlement national ;
- c) Examiner les problèmes et les obstacles que rencontrent les femmes autochtones lorsqu'elles veulent prendre part à la vie politique ;
- d) Réfléchir à la façon dont on peut s'appuyer sur l'ONU et la Déclaration sur les droits des peuples autochtones pour aider les femmes autochtones à s'acquitter de leur mandat politique.

58. En sa qualité de Vice-Présidente du Mécanisme, M^{me} Davis a ouvert le débat au titre du point 7 de l'ordre du jour et présenté l'animatrice, Carolyn Rodrigues Birkett, Directrice du Bureau de liaison de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Genève et ancienne Ministre et parlementaire au Guyana. M^{me} Rodrigues Birkett a évoqué dans un premier temps sa propre expérience et a ensuite présenté les intervenantes :

- Ethel Blondin Andrew, première femme autochtone à siéger au Parlement du Canada et ancienne Ministre de l'enfance et de la jeunesse ;
- Jannie Lasimbang, Ministre adjointe de la justice et des affaires autochtones de l'État de Sabah (Malaisie) ;
- Sara Olsvig, responsable du programme concernant le Groenland pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance au Danemark et ancienne parlementaire au Danemark et au Groenland ;
- Anna Otke, membre du Conseil de la Fédération de Russie ;
- Zakiyatou Oualette Halatine, ancienne Ministre du tourisme et de l'artisanat du Mali ;
- Joenia Wapichana, première femme autochtone élue députée fédérale au Brésil.

59. Les intervenantes ont fait part de leur expérience personnelle et décrit le chemin qu'elles avaient parcouru depuis leur communauté autochtone pour parvenir à occuper des fonctions publiques ainsi que les principales raisons qui les avaient poussées à poursuivre une carrière dans la politique et les difficultés qu'elles avaient rencontrées. Plusieurs intervenantes ont souligné la discrimination aggravée dont elles faisaient l'objet en tant que femmes et en tant qu'autochtones. Toutes ont exprimé leur volonté de représenter leurs

³ Le document issu de la réunion-débat est disponible à l'adresse suivante : www.ohchr.org/Documents/Issues/IPeoples/EMRIP/Session12/CN_IndigenousWomenPowerPanel.pdf.

communautés et de se battre pour promouvoir et défendre leurs droits, et une grande partie d'entre elles ont mis l'accent sur la santé, l'éducation, les droits culturels, les droits fonciers et les droits des enfants et des jeunes autochtones.

60. Après les déclarations liminaires, l'animatrice a invité les participants à poser des questions. Tous ont unanimement salué les réalisations et les contributions des intervenantes, ainsi que l'évolution positive de la situation dans plusieurs régions et le fait que des femmes autochtones occupent davantage de postes de pouvoir politique. Les participants ont aussi souligné la contribution utile que les femmes autochtones apportaient à la société du fait de leur situation particulière. Ils ont évoqué combien il importait de collaborer avec les femmes autochtones occupant des fonctions publiques, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones.

61. Malgré les progrès réalisés ces dernières années en faveur des femmes autochtones, il subsistait des obstacles majeurs à la réalisation effective de leurs droits, le plus important étant la violence à l'égard des femmes, que les femmes autochtones du monde entier subissaient de façon disproportionnée. Même les femmes qui occupaient des postes de pouvoir, y compris les parlementaires, étaient victimes de violence et de harcèlement sur Internet et dans la vie réelle, ce qui menaçait la démocratie et entravait la participation et la représentation pleines et entières des femmes dans la vie politique et civique. Les femmes autochtones étaient en outre davantage exposées à la discrimination, à la violence physique et sexuelle et à des restrictions au sein de leur foyer et de leur communauté. Partout dans le monde, nombreuses étaient celles qui ne parvenaient toujours pas à faire entendre leur voix et étaient en situation de vulnérabilité, dans la sphère publique comme dans la sphère privée. Les autres obstacles auxquels ces femmes se heurtaient comprenaient la discrimination aggravée, les inégalités de genre, le manque d'accès à l'éducation et le déséquilibre socioéconomique entre les femmes et les hommes.

62. Les intervenants et les participants ont fait plusieurs recommandations concernant l'accès des femmes au pouvoir. La pleine participation des femmes aux structures de direction et de décision a été jugée essentielle pour parvenir à des sociétés démocratiques véritablement inclusives, représentatives et durables. En outre, les participants et les intervenants ont souligné la nécessité de lutter contre la violence à l'égard des femmes dans le monde entier et d'appuyer les initiatives visant à prévenir et à combattre ce fléau particulièrement répandu. Ils ont aussi jugé essentiel de faciliter l'accès à l'éducation et aux services de santé, y compris les services de santé sexuelle et procréative, pour assurer aux femmes des conditions de vie plus dignes et leur permettre de prendre des décisions en toute liberté. La protection des droits des femmes autochtones était primordiale pour que les peuples autochtones puissent réaliser leur droit de participer à la prise de décisions dans les domaines qui les concernaient. Non seulement les États, mais aussi les peuples autochtones eux-mêmes, avaient un rôle clef à jouer pour garantir la participation pleine et égale de toutes les femmes et les filles.

X. Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et étude sur la reconnaissance, la réparation et la réconciliation

63. Au titre du point 8 de l'ordre du jour, M^{me} Yamada a indiqué que le Mécanisme d'experts attendait avec intérêt de connaître les vues des peuples autochtones, des États et des mécanismes et organismes des Nations Unies concernant le rapport sur la reconnaissance, la réparation et la réconciliation, qui mettait l'accent sur les initiatives engagées depuis l'adoption de cette Déclaration en 2007 (A/HRC/EMRIP/2019/3). Elle se félicitait des recommandations des peuples autochtones et des autres parties prenantes, qu'elle considérait comme essentielles pour parachever le rapport.

64. M^{me} Yamada a présenté le projet d'étude sur la reconnaissance, la réparation et la réconciliation. Elle a indiqué que le Mécanisme d'experts avait reçu plus de 20 contributions d'organisations de peuples autochtones, d'États membres, d'établissements universitaires, d'organismes des Nations Unies et d'autres parties prenantes aux fins de l'achèvement de l'étude.

65. M^{me} Yamada a indiqué que l'étude énonçait quatre principes directeurs en matière de reconnaissance, de réparation et de réconciliation :

a) La reconnaissance des peuples autochtones, ainsi que la réparation et la réconciliation s'agissant des injustices passées et présentes, sont des éléments essentiels à la mise en œuvre effective de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, laquelle joue un rôle central en tant qu'instrument en faveur de la reconnaissance, de la réparation et de la réconciliation ;

b) Tout processus de réparation et de réconciliation doit être abordé du point de vue des autochtones, en tenant compte des spécificités culturelles, notamment du lien spirituel que les peuples autochtones entretiennent avec leurs terres, de leurs traditions en matière de diagnostic et de guérison et de leur droit de participer pleinement et effectivement à la prise de décisions ;

c) La reconnaissance, la réparation et la réconciliation sont considérées comme un moyen de traiter la question de la colonisation et de ses effets à long terme, ainsi que de surmonter des problèmes profondément ancrés dans l'histoire ;

d) La reconnaissance du droit des peuples autochtones à l'autodétermination (y compris au consentement préalable, libre et éclairé), les droits de ces peuples à l'autonomie et à la participation politique, leurs revendications sur leurs terres et la reconnaissance des systèmes juridiques et du droit coutumier autochtones devraient être considérés comme des éléments essentiels de la reconnaissance, de la réparation et de la réconciliation.

66. M^{me} Yamada a ajouté que les notions de réparation et de réconciliation devaient être comprises d'un point de vue intergénérationnel et collectif et a souligné que si les excuses et autres mesures de satisfaction présentaient tout leur intérêt, elles devaient ensuite entraîner des changements tangibles du point de vue du respect et de la protection des droits des peuples autochtones. Tout processus d'établissement de la vérité et toute procédure de recours contre des violations des droits des peuples autochtones commises dans le passé devaient être entrepris avec la participation, la consultation et le consentement pleins et entiers de ces peuples et en tenant compte de leurs lois, traditions et protocoles concernant leur histoire, la justice et la réconciliation.

67. Après la présentation du rapport par M^{me} Yamada, des participants ont fait des observations. Certains ont souligné qu'il était urgent que les peuples autochtones concernés et leurs institutions représentatives participent pleinement et effectivement aux initiatives en matière de reconnaissance, de réparation et de réconciliation. On a insisté sur le fait que ces initiatives devaient être conformes aux normes internationales relatives aux droits des peuples autochtones et en particulier à la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. En outre, on a suggéré que des mesures destinées à donner pleinement effet au droit à l'autodétermination et à remédier aux séquelles à long terme du génocide et de la colonisation pourraient être définies dans le cadre d'initiatives d'établissement de la vérité. En outre, les États ont été encouragés à mettre en œuvre, au niveau national, des mesures de sensibilisation décrivant de manière adéquate les fondements et les avantages de la pleine reconnaissance des droits des peuples autochtones.

68. Des représentants d'États, des peuples autochtones et des ONG ont formulé des recommandations concrètes et ont notamment préconisé une plus grande reconnaissance juridique des peuples autochtones, la protection des archives des instances de vérité pour les générations futures et la proclamation d'une décennie internationale des langues autochtones du monde, compte tenu du rôle crucial des langues dans les processus de réparation et de réconciliation.

XI. Dialogue sur la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

69. M. Sulyandziga, membre du Mécanisme d'experts, a dirigé les discussions au titre du point 8 de l'ordre du jour, qui ont pris la forme d'un dialogue avec la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones, la Présidente de l'Instance permanente sur les questions autochtones, le Président du Conseil d'administration du Fonds de contributions

volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones, un membre du Comité des droits de l'homme (Ilze Brands Kehris) et un membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Gladys Acosta Vargas).

70. Les intervenants ont abordé la mise en œuvre de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones sous différents angles. La Rapporteuse spéciale, par exemple, a évoqué les liens d'interdépendance entre la reconnaissance, les recours et la réconciliation ; les systèmes de justice autochtone ; et le droit des peuples autochtones à l'autodétermination. Elle a indiqué que l'accès à la justice était un élément clef de la réparation et que la réalisation du droit des peuples autochtones à l'autodétermination dépendait de la reconnaissance effective de leurs droits collectifs et individuels, seul moyen pour eux d'obtenir réparation et de parvenir pleinement à la réconciliation.

71. La Présidente de l'Instance permanente a relevé les efforts déployés par l'Instance pour promouvoir la mise en œuvre de la Déclaration en élaborant des rapports sur les droits des peuples autochtones. Elle a informé les participants que trois rapports seraient présentés à la dix-neuvième session de l'Instance qui se tiendrait en 2020 : un premier sur les meilleures pratiques en matière de protection des terres, des territoires et des ressources des peuples autochtones ; un deuxième sur les autonomies des peuples autochtones et les expériences et perspectives en la matière⁴ ; et un troisième sur l'élaboration de normes et de mécanismes de réparation aux fins de la protection des droits des peuples autochtones en matière de conservation. Elle a également indiqué que le secrétariat de l'Instance travaillait sur des projets visant à aider les États Membres à élaborer des plans d'action aux niveaux national et local en vue de reconnaître et de faire respecter les droits des peuples autochtones conformément à la Déclaration.

72. M^{me} Acosta Vargas a présenté les travaux accomplis par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes concernant la mise en œuvre de la Déclaration. Elle a insisté en particulier sur l'importance de la note que le Comité avait adoptée sur les droits des femmes autochtones en vue de l'élaboration d'une recommandation générale sur ce sujet et a annoncé que des consultations informelles avec différentes organisations avaient eu lieu à cet égard et que le processus serait bientôt lancé officiellement. M^{me} Brands Kehris a informé les participants des travaux réalisés par le Comité des droits de l'homme concernant la Déclaration, notamment de sa nouvelle observation générale n° 36 (2018) sur le droit à la vie et de l'importance de celle-ci pour les peuples autochtones, et des décisions prises dans le cadre de sa procédure d'examen des plaintes émanant de particuliers concernant le droit de participer à la vie politique. Elle a également indiqué que, dans ses observations finales relatives aux droits des peuples autochtones, le Comité avait exprimé des préoccupations au sujet de sept États, notamment en ce qui concernait le consentement préalable, libre et éclairé. Les intervenants ont unanimement souligné l'importance de la Déclaration en tant que document normatif et la nécessité de s'y référer dans le cadre de leurs travaux en vue de l'application des instruments pertinents concernant les peuples autochtones.

73. Au titre du point 8 de l'ordre du jour, le Mécanisme d'experts a également organisé une séance à huis clos sur le consentement préalable, libre et éclairé avec des membres de la Commission d'experts de l'OIT pour l'application des conventions et recommandations, la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones, la Présidente de l'Instance permanente sur les questions autochtones et un Vice-Président du Comité des droits de l'homme.

XII. Travaux futurs du Mécanisme d'experts et prochaines études thématiques

74. M. Lounes, membre du Mécanisme d'experts, a dirigé les discussions au titre du point 9 de l'ordre du jour, au cours desquelles des participants ont proposé différents sujets sur lesquels le Mécanisme d'experts pourrait réaliser des études thématiques, notamment la violence à l'égard des femmes autochtones ; les disparitions et les meurtres de femmes autochtones ; les changements climatiques et leurs effets sur les droits de l'homme des

⁴ Voir E/2019/43, par. 141.

peuples autochtones ; le droit au logement des peuples autochtones ; la séparation forcée des enfants autochtones d'avec leur famille ; le droit aux médias et aux moyens de communication ; les droits des personnes autochtones handicapées ; les droits des peuples autochtones concernant l'eau ; et l'incrimination et la protection des défenseurs des droits des peuples autochtones. Le Mécanisme d'experts a pris note de ces propositions.

75. Le Mécanisme d'experts a décidé que la prochaine étude annuelle sur la situation des droits des peuples autochtones du monde entier au regard de la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration, qu'il réaliserait en application de l'alinéa a) du paragraphe 2 de la résolution 33/25 du Conseil des droits de l'homme, aurait pour thème les droits des peuples autochtones aux terres, aux territoires et aux ressources.

76. Le Mécanisme d'experts a également décidé d'établir à l'intention du Conseil des droits de l'homme un rapport sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés des mesures mises en œuvre aux fins de la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration, conformément à l'alinéa b) du paragraphe 2 de la résolution 33/25 du Conseil. Le rapport serait présenté au Conseil à sa quarante-huitième session, en septembre 2021, et aurait pour thème le droit à l'autodétermination.
